

## 4.2. Kaart die de omtrek van de beheerseenheden begrenst

De bijgevoegde kaarten bepalen op een schaal van 1/10 000e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25 000e) de omtrek van de beheerseenheden die aanwezig in de locatie zijn. De omtrekken van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste types natuurlijke habitats van de locatie.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura.2000.wallonie.be>;

- Op papier in elke betrokken gemeente;

- Op beide wijzen, bij de territoriale betrokken Buitendirecties van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 2014 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE33067 – “Bois de Staneux”.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2014/202110]

**13 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les prix maxima pour le transport par taxis**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 4, alinéa 3, du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 fixant les prix maxima pour le transport par taxis;

Vu l'avis du 20 mars 2013 de la sous-commission des services de taxis au sein de la Commission consultative du Transport et de la Mobilité instituée par l'article 33bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 20 janvier 2014;

Vu l'avis n° 54.652/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 décembre 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de la Cellule autonome d'avis en développement durable du 20 février 2014;

Considérant l'arrêté royal du 21 octobre 1991 rendant obligatoire la convention collective de travail du 17 juillet 1991, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative au travail de nuit dans les entreprises de taxis;

Considérant qu'il convient d'adapter les prix maxima des services de transport par taxi afin de permettre une rémunération correcte de l'exploitant de taxis et partant du chauffeur salarié dans une mesure raisonnable pour le client, et d'éviter des pratiques peu transparentes et déloyales;

Considérant que ces prix doivent prendre en compte les différents paramètres propres au secteur et leur évolution;

Considérant que la dernière adaptation des prix effectuée se base sur des coûts de revient de l'année 2008; que le taux d'évolution de ces coûts s'élève à 15,59 %; qu'il convient d'intégrer progressivement ce taux dans les prix maxima des services de transport de taxis;

Considérant qu'une augmentation trop brutale des tarifs risquerait de faire fuir la clientèle et serait donc préjudiciable au secteur;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « courses de nuit » : les courses pour lesquelles la prise en charge du client se fait entre 22 heures et 6 heures;

2° « périmètre » : zone délimitée à l'intérieur de laquelle le retour du taxi à son lieu de stationnement n'est pas porté en compte;

3° « services du Gouvernement » : la Direction du Service public de Wallonie ayant le transport des personnes dans ses attributions;

4° « Commission des services de taxis », la sous-commission de la Commission consultative du Transport et de la Mobilité instituée par l'article 33bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en charge de la matière des services de transport visé par le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

**Art. 2.** Le Gouvernement fixe les périmètres et les modifie.

**Art. 3.** Les prix maxima, pourboire et taxe sur la valeur ajoutée compris, pour le transport de personnes par taxis, sont fixés comme suit :

1° dans les localités où le régime du périmètre n'est pas appliqué :

a) montant de la prise en charge : 2.60 euros;

b) prix kilométrique : 1.35 euro par kilomètre en charge;

c) frais d'attente : 32 euros de l'heure;

d) supplément forfaitaire pour les courses de nuit : 2.50 euros;

e) distance : le trajet peut être compté depuis le départ du garage ou du lieu de stationnement jusqu'au retour au même endroit. Le trajet à vide se fait par le chemin le plus court;

f) tarif I : le tarif simple pratiqué lorsque le client n'abandonne pas le véhicule et se fait ramener à son point de départ;

g) tarif II : le tarif ne peut pas être supérieur au double du tarif I visé au f), il est pratiqué lorsque le client abandonne le véhicule et que celui-ci est ramené à vide à son point de départ;

2° dans les localités où le régime du périmètre est appliqué :

a) montant de la prise en charge : 2.40 euros;

b) prix kilométrique : 1.65 euros par kilomètre en charge;

c) frais d'attente : 32 euros de l'heure;

d) supplément forfaitaire pour les courses de nuit : 2.50 euros;

e) distance : le trajet peut être compté depuis la prise en charge du client jusqu'à la descente du client à l'intérieur du périmètre;

f) tarif I : le tarif simple pratiqué à l'intérieur du périmètre;

g) tarif II : le tarif ne peut pas être supérieur au double du tarif I visé au f), il est appliqué lorsque le véhicule sort du périmètre sauf si le client, n'abandonnant pas le véhicule, se fait ramener à un point quelconque situé à l'intérieur du périmètre.

Dans les cas visés au 1°, g), le conducteur s'assure des intentions du client avant l'enclenchement du tarif II.

Le montant de la prise en charge visée au 2°, a), donne droit à la prise à domicile dans un rayon de 2 000 mètres du stationnement le plus proche de l'exploitant.

Dans le cas visé au 2°, e), si le client descend en dehors du périmètre, le retour au périmètre peut être porté en compte, le retour à vide se faisant par le chemin le plus court.

Dans le cas visé au 2°, g), le conducteur enclenche le dispositif de commande du tarif II lors de la sortie du périmètre et s'assure, avant l'enclenchement, de la destination finale du client.

**Art. 4.** Le Ministre qui a les services de transport par taxis dans ses attributions peut, après avis de la Commission des services de taxis, accorder des dérogations aux prix maxima pour tenir compte des circonstances locales.

Les demandes de dérogation sont adressées aux services du Gouvernement et contiennent au moins les données suivantes :

1° le nom et l'adresse du demandeur;

2° les tarifs actuels et demandés;

3° les raisons de l'introduction de la demande de dérogation ainsi que la justification chiffrée;

4° les comptes annuels des entreprises représentatives pour les trois derniers exercices et, le cas échéant, les comptes d'exploitation de la division concernée.

**Art. 5.** L'exploitant peut accorder des remises commerciales au client pour autant que celles-ci respectent les tarifs maxima fixés dans le présent arrêté ou au sein d'un règlement communal.

**Art. 6.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 fixant les prix maxima pour le transport par taxis est abrogé.

**Art. 7.** Le Ministre de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202110]

#### 13. MÄRZ 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der Höchstpreise für den Taxiverkehr

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Absatzes 3 von Artikel 4 des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Festsetzung der Höchstpreise für den Transport mit dem Taxi;

Aufgrund des Gutachtens vom 20. März 2013 der Unterkommission für Taxidienste, die innerhalb der durch Artikel 33bis des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region eingerichteten "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" (beratende Kommission für Transport und Mobilität) gebildet wurde;

Aufgrund des am 20. Januar 2014 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 23. Dezember 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 54.652/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 20. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1991, durch den das innerhalb der paritätischen Kommission für Transport abgeschlossene kollektive Arbeitsabkommen vom 17. Juli 1991 bezüglich der Nachtarbeit in Taxiunternehmen verbindlich wird;

In der Erwägung, dass sich eine Anpassung der Höchstpreise der Taxidienste empfiehlt, um eine angemessene Entlohnung der Taxibetreiber und daher auch der angestellten Fahrer in einer den Kunden zumutbaren Weise zu ermöglichen, und um wenig transparente und unlautere Praktiken zu verhüten;

In der Erwägung, dass diese Preise die verschiedenen sektorspezifischen Parameter und deren Entwicklung berücksichtigen müssen;

In der Erwägung, dass die letzte Preisanpassung auf Basis der Kostenpreise des Jahres 2008 vorgenommen wurde; dass der Anpassungssatz für diese Preise sich auf 15,59% beläuft; dass es angebracht ist, diesen Satz nur allmählich auf die Höchstpreise der Taxidienste anzuwenden;

In der Erwägung, dass eine zu plötzliche Preiserhöhung dazu führen könnte, dass die Kunden sich abwenden, und deswegen dem Sektor abträglich wäre;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung dieses Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Nachtfahrten": die Fahrten, für die die Übernahme des Kunden zwischen 22 Uhr und 6 Uhr erfolgt;

2° "Umkreis": abgegrenzte Zone, innerhalb deren die Rückfahrt des Taxifahrzeugs zu seinem Parkplatz nicht in Rechnung gestellt wird;

3° "Dienststellen der Regierung": die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, zu deren Zuständigkeitsbereich die Personenbeförderung gehört;

4° "Kommission für Taxidienste": die Unterkommission der durch Artikel 33*bis* des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region eingerichteten "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" (beratende Kommission für Transport und Mobilität), die für die Beförderungsdienste im Sinne des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste zuständig ist.

**Art. 2** - Die Regierung legt die Umkreise fest und nimmt ggf. Änderungen an ihnen vor.

**Art. 3** - Die Höchstpreise - einschließlich Trinkgeld und Mehrwertsteuer - für die Personenbeförderung durch Taxis werden folgendermaßen festgesetzt:

1° in Ortschaften, in denen das System der Umkreisbegrenzung nicht angewandt wird:

a) Betrag für die Übernahme: 2.60 Euro;

b) Kilometerpreis: 1.35 Euro pro Kilometer mit Fahrgast;

c) Wartekosten: 32 Euro pro Stunde;

d) Pauschalzuschlag für Nachtfahrten: 2.50 Euro;

e) Entfernung: die Fahrt kann von der Abfahrt aus der Taxizentrale oder von dem Parkplatz an bis hin zur Rückkehr zum selben Ort berechnet werden. Die Leerfahrt erfolgt über den kürzesten Weg;

f) Tarif I: der Einfachtarif, der angewandt wird, wenn der Kunde das Fahrzeug nicht verlässt und sich zu seinem Abfahrtsort zurückfahren lässt;

g) Tarif II: der Tarif darf das Doppelte des in Buchstabe f) angegebenen Tarifs I nicht übersteigen, und wird angewandt, wenn der Kunde das Fahrzeug verlässt und dieses ohne Fahrgast zu seinem Abfahrtsort zurückgefahren werden muss;

2° in Ortschaften, in denen das System der Umkreisbegrenzung angewandt wird:

a) Betrag für die Übernahme: 2.40 Euro;

b) Kilometerpreis: 1.65 Euro pro Kilometer mit Fahrgast;

c) Wartekosten: 32 Euro pro Stunde;

d) Pauschalzuschlag für Nachtfahrten: 2.50 Euro;

e) Entfernung: die Fahrt kann von der Übernahme des Kunden an bis hin zu dessen Aussteigen innerhalb des Umkreises berechnet werden;

f) Tarif I: der Einfachtarif, der innerhalb des Umkreises angewandt wird;

g) Tarif II: der Tarif darf das Doppelte des in Buchstabe f) angegebenen Tarifs I nicht übersteigen, und wird angewandt, wenn das Fahrzeug außerhalb des Umkreises fährt, außer wenn der Kunde das Fahrzeug nicht verlässt und sich zu einem beliebigen Ort innerhalb des Umkreises zurückfahren lässt.

In Fällen nach Ziffer 1° Buchstabe g) erkundigt sich der Fahrer über das Vorhaben des Kunden vor der Umschaltung auf Tarif II.

Der Betrag der Übernahme gemäß Ziffer 2° Buchstabe a) gibt Anspruch auf Abholung von der Wohnung in einem Umkreis von 2 000 m des dem Standort des Betreibers nächstliegenden Parkplatzes.

In Fällen nach Ziffer 2° Buchstabe e), wenn der Kunde außerhalb des Umkreises aussteigt, kann die Rückfahrt zum Umkreis berechnet werden, wobei diese Leerrückfahrt über den kürzesten Weg erfolgen muss.

In Fällen nach Ziffer 2° Buchstabe g) schaltet der Fahrer die Betätigungsvorrichtung auf Tarif II beim Verlassen des Umkreises um und erkundigt sich vor der Umschaltung über die Endbestimmung des Kunden.

**Art. 4** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Taxiverkehr gehört, kann nach Begutachtung durch die Kommission für Taxidienste Abweichungen von den Höchstpreisen einräumen, damit lokale Gegebenheiten Berücksichtigung finden.

Die Anträge auf Abweichung werden bei den Dienststellen der Regierung eingereicht und enthalten mindestens folgende Angaben:

1° den Namen und die Anschrift des Antragstellers,

2° die aktuellen und die beantragten Tarife,

3° die Gründe für die Beantragung der Abweichung und eine durch Zahlen gestützte Rechtfertigung,

4° die Jahresrechnungen der für die letzten drei Geschäftsjahre repräsentativen Unternehmen und ggf. die Betriebsrechnungen der betroffenen Abteilung.

**Art. 5** - Der Betreiber kann dem Kunden Preisnachlässe gewähren, sofern er sich dabei an den im vorliegenden Erlass oder in einer Gemeindeverordnung festgesetzten Höchsttarifen hält.

**Art. 6** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Festsetzung der Höchstpreise für den Transport mit dem Taxi wird aufgehoben.

**Art. 7** - Der Minister für Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202110]

**13 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering  
tot vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 4, derde lid, van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's;

Gelet op het advies van 20 maart 2013 van de subcommissie van de taxidiensten binnen de "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" ingesteld bij artikel 33bis van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 20 januari 2014;

Gelet op advies nr. 54.652/4 van de Raad van State, gegeven op 23 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de autonome adviescel "Duurzame ontwikkeling" van 20 februari 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1991 waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juli 1991, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de nachtarbeid in de ondernemingen van taxi's;

Overwegende dat de maximumprijzen voor de vervoerdiensten met taxi dienen aangepast te worden om een degelijke vergoeding van de exploitant en dus ook van de loontrekkende chauffeurs toe te laten, voor zover dit redelijk blijft voor de klant, en om weinig transparante en oneerlijke praktijken te voorkomen;

Overwegende dat deze prijzen rekening moeten houden met de verschillende parameters die eigen zijn aan de sector en met hun evolutie;

Overwegende dat de laatste aanpassing van de prijzen gebaseerd is op de kostprijzen van het jaar 2008; dat het ontwikkelingspercentage van deze kosten 15,59 % bedraagt; dat dit percentage geleidelijk aan in de maximumprijzen van de vervoerdiensten met taxi's dient opgenomen te worden;

Overwegende dat een te hevige verhoging van de tarieven de klanten zou doen vluchten en dus nadelig zou zijn voor de sector;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "nachtritten" : de ritten waarbij het instappen van de klant gebeurt tussen 22 uur en 6 uur;

2<sup>o</sup> "perimeter" : lijn die een zone afbakt binnen dewelke de terugrit van de taxi naar zijn standplaats niet aan de klant wordt aangerekend;

3<sup>o</sup> "diensten van de Regering" : de Directie van de Waalse Overheidsdienst bevoegd voor het vervoer van personen;

4<sup>o</sup> "Commissie voor taxidiensten, de subcommissie van de taxidiensten binnen de "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" ingesteld bij artikel 33bis van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, belast met de vervoerdiensten bedoeld in het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur.

**Art. 2.** De Regering bepaalt en wijzigt de perimeters.

**Art. 3.** De maximumprijzen, fooi en belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen, voor het vervoer van personen met taxi's, worden als volgt vastgesteld :

1<sup>o</sup> in de lokaliteiten waar het perimeterstelsel niet wordt toegepast :

a) opnemingsbedrag : 2.60 euro;

b) kilometerprijs : 1.35 euro per afgelegde kilometer;

c) wachtgeld : 32 euro per uur;

d) forfaitaire toeslag voor nachtritten : 2.50 euro;

e) afstand : de afstand mag worden berekend vanaf het vertrek van de garage of de standplaats tot de terugkeer op dezelfde plaats. De afstand zonder passagier dient langs de kortste weg te worden afgelegd;

f) tarief I : het enkelvoudige tarief dat wordt toegepast als de klant het voertuig niet verlaat en zich naar zijn vertrekpunt laat terugbrengen;

g) tarief II : het tarief mag niet hoger zijn dan het dubbele van het tarief bedoeld in f), het wordt toegepast als de klant het voertuig verlaat en het voertuig leeg naar zijn vertrekpunt terugkeert;

2<sup>o</sup> in de lokaliteiten waar het perimeterstelsel wordt toegepast :

a) opnemingsbedrag : 2.40 euro;

b) kilometerprijs : 1.65 euro per afgelegde kilometer;

c) wachtgeld : 32 euro per uur;

d) forfaitaire toeslag voor nachtritten : 2.50 euro;

e) afstand : de afstand mag worden berekend vanaf het instappen van de klant tot het uitstappen van de klant binnen de perimeter;

f) tarief I : het enkelvoudige tarief dat binnen de perimeter wordt toegepast;

g) tarief II : het tarief mag niet hoger zijn dan het dubbele van het tarief bedoeld in f), het wordt toegepast wanneer het voertuig de perimeter verlaat behalve als de klant het voertuig niet verlaat en zich laat terugvoeren naar een binnen de perimeter gelegen willekeurige plaats.

In de gevallen bedoeld in 1<sup>o</sup>, g), moet de chauffeur zich vóór het inschakelen van tarief II vergewissen van de intenties van de klant.

Het opnemingsbedrag bedoeld in 2<sup>o</sup>, a) geeft recht op het thuis afhalen binnen een straal van 2 000 meter, gerekend vanaf de dichtst bijgelegen standplaats van de exploitant.

In de gevallen bedoeld in 2<sup>o</sup>, e), indien de klant buiten de perimeter uitstapt, mag de terugrit tot de perimeter worden aangerekend, met dien verstande dat de terugrit langs de kortste weg moet geschieden.

In de gevallen bedoeld in 2<sup>o</sup>, g), moet de chauffeur de bedieningsinrichting van het tarief II in werking stellen bij het verlaten van de perimeter en is daarvoor verplicht zich te vergewissen van de eindbestemming van de klant.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor de vervoerdiensten met taxi kan, na advies van de Commissie voor Taxidiensten, afwijkingen toestaan op de maximumprijzen om rekening te houden met plaatselijke omstandigheden.

De vragen tot afwijking worden gericht aan de diensten van de Regering en moeten minstens de volgende gegevens bevatten :

1<sup>o</sup> de naam en het adres van de aanvrager;

2<sup>o</sup> de actuele en de gevraagde tarieven;

3<sup>o</sup> de redenen voor de indiening van de aanvraag tot afwijking evenals de becijferde rechtvaardiging ervan;

4<sup>o</sup> de jaarrekeningen van de representatieve ondernemingen voor de laatste drie boekjaren en, in voorkomend geval, de uitbatingsrekeningen van de betrokken afdeling.

**Art. 5.** De exploitant mag de klant commerciële verminderingen toestaan voor zover deze verminderingen het in dit besluit of binnen een gemeentelijk reglement vastgesteld maximumtarief naleven.

**Art. 6.** Het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's wordt opgeheven.

**Art. 7.** De Minister van Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202153]

**13 MARS 2014. — Arrêté ministériel autorisant temporairement la pêche de la truite à la mouche dans un tronçon de la Vesdre en période de fermeture**

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 46;

Vu la demande du 28 janvier 2014 par laquelle la Fédération halieutique du sous-bassin hydrographique de la Vesdre sollicite le renouvellement de la dérogation visant à autoriser, en période de fermeture, la pêche de la truite en aval du pont de l'Epargne à Verviers;

Vu l'avis du Service de la Pêche du Département de la Nature et des Forêts;

Considérant l'intérêt sur le plan local et touristique de prolonger la période de la pêche de la truite dans ce tronçon de la Vesdre, en anticipant la date d'ouverture normale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation aux dispositions de l'article 46 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, il est permis de pêcher la truite à la mouche, sans lest ni annexes, du bord de l'eau seulement, dans la Vesdre en aval du Pont de l'Epargne à Verviers, depuis le troisième samedi de mars jusqu'au vendredi précédant le premier samedi de juin.

Cette dérogation est accordée pour les années 2014 et 2015.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2015.

Namur, le 13 mars 2014.

C. DI ANTONIO